

Denise COGHLAN



Avec la 11AEP, la Convention est de retour sur un lieu où le mouvement pour l'interdiction des mines a commencé il y a deux décennies. C'est une occasion pour la communauté internationale de rappeler à quel stade ce mouvement est arrivé et la quantité de travail qu'il reste encore à fournir. C'est aussi l'occasion de rappeler que le mouvement anti-mines du Cambodge a un visage. Celui de Sœur Denise COGHLAN, est l'un d'entre eux.



Durant les 23 dernières années, Sœur Denise COGHLAN, Directrice du Service jésuite des réfugiés au Cambodge, a plaidé pour l'interdiction des mines antipersonnel, le déminage et l'assistance aux victimes et aux survivants et ceci, partout. Sœur Denise est l'une des pionnières du mouvement antimines. Elle a commencé son travail dans les camps de réfugiés en Thaïlande et au Cambodge et continue aujourd'hui d'être une activiste passionnée en demandant « ASEAN sans mines, une Asie sans mines et un monde libre de mines ».

« Le Cambodge est un microcosme de la souffrance qui s'est produite dans de nombreuses régions du monde. Le mouvement débuta ici par une lettre de quatre anciens soldats qui imploraient le monde d'arrêter de fabriquer et poser des mines et de commencer à les éliminer. Un de ces hommes courageux fait toujours partie de la Campagne cambodgienne pour l'interdiction des mines ».

Selon Sœur Denise, tenir une réunion des États parties au Cambodge est une occasion précieuse pour que le monde voie de près ce que la Convention a réalisé et les défis qui demeurent. Infatigable, Sœur Denise a fondé le Centre de réflexion et de réfugiés Metta Karuna à Siem Reap. Le centre, un témoignage de la persévérance de Sœur Denise, détient des campagnes pour l'interdiction de mines terrestres et de sous-munitions, des séminaires sur les droits des femmes handicapées ainsi que des ateliers pour les enseignants et des camps pour enfants.

Unité d'appui à l'application de la Convention